



R É P O N S E

A L'ÉCRIT, intitulé : *Mémoire de M. le Comte de Guines sur la partie qui le concerne dans le Mémoire de M^e GERBIER.*

QUEL progrès rapide a fait en peu de tems l'inculpation hasardée contre moi , dans l'affaire de M. le Comte de Guines ? Il ne s'agissoit dans son premier Mémoire que d'un *mot* équivoque , peut-être impropre , échappé dans un billet ; & ce *mot* négligemment rappelé dans le Mémoire de M. le Comte de Guines , sembloit y avoir été placé plutôt pour faire naître des nuages , que pour servir de moyens.

Tout change aujourd'hui. A force d'inductions , de présomptions , de suppositions , je pourrois dire , à l'aide d'infiniment d'esprit , M. le Comte de Guines a conduit insensiblement son Lecteur à douter si je n'avois pas eu effectivement la bassesse de participer à un projet de *séduction de témoins*.

L'examen scrupuleux qui a été fait de ma conduite dans le Conseil de MONSIEUR , & le Jugement que ce Prince auguste a daigné en porter lui-même , sembleroit me dispenser de répondre à des imputations dont je me suis déjà justifié , quand

. A

sur-tout elles ne sont appuyées d'aucun fait nouveau. Mais ma propre délicatesse , & l'honneur même que j'ai d'appartenir aujourd'hui à MONSIEUR , exigent plus que jamais que je détruise jusqu'à l'ombre du soupçon.

Je vais répondre.

J'É NE puis me dissimuler que dans un tems, où toutes les affaires particulieres paroissent avoir pris la teinte de l'esprit de parti & d'intrigue qui agite tant de têtes , un de mes malheurs a été d'être devenu le Conseil des Adversaires de M. le Comte de Guines. Voilà le germe secret de la fermentation qui anime & prévient contre moi les personnes les plus respectables par leur rang , & par leurs sentimens.

Peut-être ne les ferai-je pas revenir tout à coup d'une prévention qui tient au peu de connoissance qu'elles ont de mon caractère , & aux dispositions favorables qu'elles ont pour M. le Comte de Guines. Mais du moins je n'aurai pas de peine à les persuader que je ne me suis chargé de cette affaire que dans des circonstances où tout Défenseur honnête en auroit fait autant à ma place ; & après avoir rendu ce premier hommage au Public , j'espère forcer ceux qui liront ce Mémoire , à avouer que M. le Comte de Guines pouvoit , sans perdre aucun de ses avantages , renoncer à me faire suspecter d'un crime indifférent pour lui , sans intérêt pour le sieur Tort , & absurde à supposer.

COMMENÇONS par exposer la maniere dont je me suis trouvé engagé dans ce trop célèbre procès.

Au mois d'Octobre 1772 je reçus une lettre des sieurs Bourdieu & Chollet , Banquiers à Londres , par laquelle ils me

prioient instamment de les aider de mes conseils dans le procès qu'ils alloient avoir conjointement avec le sieur Tort. Quoique je n'eusse pas l'honneur de connoître M. le Comte de Guines, son nom, sa qualité d'Ambassadeur, sa réputation, devoient me prévenir en sa faveur. Mon premier mouvement fut de repousser le sieur Tort. Je ne pus cependant me refuser de l'entendre. Il m'exposa que sur les poursuites de M. le Comte de Guines, il avoit été emprisonné comme un TRAITRE & comme un VOLEUR; qu'enfermé à la Bastille, il y avoit essuyé pendant neuf mois tout le feu d'une instruction rigoureuse; & qu'enfin après cette longue épreuve, le Gouvernement, loin de le punir, lui avoit rendu sa *liberté pure & simple*, malgré les efforts de M. le Comte de Guines, pour obtenir contre lui une *punition sévère* (1). Tort joignit au récit des malheurs qu'il avoit éprouvés, un détail circonstancié des faits qu'il avoit à alléguer contre M. le Comte de Guines. L'ensemble de ces faits me frappa. Je n'avois ni le droit ni les moyens de le combattre. Il me montra une fermeté qui m'étonna : il avoit sur-tout un ton de vérité dont je fus touché, j'y crus voir la preuve de son innocence; peut-être me fit-il illusion : l'événement prouvera si je fus trop crédule, si je passai trop légèrement, d'une première prévention, à une prévention contraire. Du moins l'on doit me trouver excusable de m'être enfin déterminé, à ne pas regarder comme coupable un homme qui, recouvrant sa liberté après neuf mois de prison, acquéroit par l'épreuve même qu'il venoit de subir, une forte présomption en faveur de son innocence.

(1) Ce sont les termes même de M. le Comte de Guines, page 26 du Mémoire contre le sieur Tort.

Eloigné par état & par caractère des intrigues de Cour, je n'avois garde de songer à me déterminer par d'autres considérations que par celles de la justice. Je suis Avocat ; mon devoir est de défendre l'innocence. Si elle est opprimée par un grand nom, ce devoir n'en devient que plus rigide. Cependant j'hésitois encore. J'observai que le caractère d'Ambassadeur dont étoit revêtu M. le Comte de Guines, ne permettoit pas d'intenter une action contre lui, sans en avoir obtenu la permission du Roi. Cette permission me fut apportée quelque tems après ; elle étoit consignée dans une lettre écrite au sieur Bourdieu, par M. de Sartine, en date du 14 Novembre 1772. Voici, ce qu'entre autres choses, ce Magistrat écrivoit aux Banquiers de Londres :

« Le Ministre me mande que Sa Majesté n'a pas entendu » interdire aux Parties intéressées, les moyens légitimes de » poursuivre leurs droits & prétentions, s'ils s'y croient » bien fondés ; & qu'en ce cas il leur est libre de se pourvoir » par telles voies judiciaires, & dans telles formes autorisées » par les Loix qu'ils jugeront à propos d'employer. Je viens » d'en instruire aussi le sieur Tort ».

C'est avec cette autorisation, que je me suis cru permis enfin de concourir avec les autres Conseils du sieur Tort à conduire cette grande affaire. Il rendit plainte le 19 Janvier 1772 (1). Et si j'ai participé à tout ce qui a suivi, ma conduite

(1) Cette plainte n'a été rendue qu'à la requête du sieur Tort ; elle ne pouvoit pas être donnée à la requête des sieurs Bourdieu, Choller & Theluffon, qui n'étoient que créanciers de M. le Comte de Guines, & qui ne pouvoient dès-lors former leur action qu'au civil. On se trompe dans le monde d'une manière fort étrange sur l'objet de cette action. *Il n'y a point à Londres, dit-on, d'action pour le jeu des spéculations.* Cela est vrai. Si M. le Comte de Guines avoit joué contre le sieur Bourdieu & le sieur Theluffon, ces deux Banquiers ne pourroient le faire condamner à payer la perte faite dans le jeu des fonds de Londres (Il en est

& mes sentimens publics ont dû convaincre ceux des amis de M. le Comte de Guines que j'ai l'honneur de connoître, combien j'étois personnellement éloigné du dessein de lui nuire. J'ai cherché de bonne-foi à lui inspirer le desir d'une conciliation. On en voit des preuves non équivoques dans *les billets* même dont on me fait des crimes, & je pourrois y joindre le témoignage de plusieurs personnes du premier rang.

Après tous ces traits de délicatesse & d'honnêteté, j'ose même dire d'égards pour M. le Comte de Guines, devois-je m'attendre qu'il deviendrait lui-même mon Adversaire ! Il l'a cru *nécessaire pour sa défense* ; il assure qu'il *est fâché de me compromettre*. Il semble adoucir l'injure autant qu'il lui est possible. S'il m'est difficile de ne pas sentir vivement ses nouveaux reproches, je me sens au moins capable de les repousser avec la même modération qu'il a montrée en m'attaquant. La plus grande retenue devient pour moi un devoir, dès que M. le Comte de Guines m'avertit que c'est lui *qui écrit & qui me répond*.

Tout est confondu dans le Mémoire de M. le Comte de Guines, mes billets écrits à Tort, des lettres qu'on dit que j'ai écrites au Ministre, de prétendus mémoires qu'on ne m'impute pas encore, mais qu'on annonce comme contenant des délations, qui pourroient bien être mon ouvrage. J'ai intérêt de débrouiller ce chaos, & de distinguer tous ces faits, qui sont

autrement pour le jeu dans les fonds de Hollande, qui se fait également en Angleterre). Mais ce n'est pas là l'action dont il s'agit. Les sieurs Bourdieu & Thellouffon diront à M. le Comte de Guines, « Vous nous avez donné, par le canal » de votre Secrétaire, mission de jouer pour vous. Sur vos ordres, nous » avons joué : vo. s avez perdu, & nous avons payé votre perte. Rembour- » sez-nous ». Il n'y a aucun pays où cette action ne soit admise ; c'est celle que l'on appelle en Droit *actio mandati*.

d'une nature bien différente. Celui de la prétendue *séduction d'Herzuello* est un fait grave, qui présente l'idée d'une *prevarication*. Les autres ne peuvent avoir ce caractère : j'en ferai un article particulier, sous le titre d'*imputations vagues*. Ils n'intéressent pas même, comme on le verra, ma délicatesse; & si j'en parle, c'est que je ne veux pas laisser subsister contre moi, le plus léger nuage.

I.
PREVARICA-
TION.

LE PREMIER FAIT que j'ai à discuter, le fait grave & important, c'est celui de la *déposition d'Herzuello*. Ai-je concouru à *séduire* ce témoin?

J'avois dit dans mon premier Mémoire, en m'adressant à celui que je croyois l'Ecrivain de M. le Comte de Guines: *Osez donc caractériser ce prétendu délit? Si je suis coupable, ou même suspect de subornation, faites rendre plainte contre moi, produisez vos témoins. S'il en est un seul qui puisse seulement m'inculper, je ne dis pas de corruption, mais d'incitation, d'insinuation, & du moindre concert pour le faire déposer, je consens que l'opprobre flétrisse à jamais ma tête.*

M. le Comte de Guines n'a point répondu à ce défi: il ne veut pas m'accuser: il suit sa première marche,* & ne cherche qu'à me rendre suspect: il espere que c'en sera assez pour *faire rejeter la troisieme déposition d'Herzuello* *.

* Consult. p 31.

Si c'est là l'intérêt qu'il croit avoir à me compromettre, son illusion est bien extraordinaire: il ne peut pas ignorer qu'*Herzuello* n'a pas été récolé dans ses dépositions: elles ont paru si frivoles, si peu concluantes dans l'affaire, que le sieur Tort, ni le Ministère public, n'ont provoqué ni l'un ni l'autre le recolement. Le procès est pleinement instruit: il va être incessamment jugé & les trois dépositions de cet Anglois seront nécessairement rejetées du procès, puisqu'il est de principe

qu'une déposition sans *recolement*, ne peut faire charge. M. le Comte de Guines m'attaque donc sans intérêt.

Il m'attaque aussi sans objet : il me suppose une prévarication qui n'auroit eu ni dessein, ni effet. C'est un second point de vue très-important, & qui demande plus de détail. On a toujours dit que l'intérêt est la mesure des actions humaines. Ceux qui ont le bonheur d'aimer la vertu, l'aiment pour elle-même : mais le crime, personne n'a été accusé de le commettre pour le seul plaisir d'être méchant. Si les sieurs Bourdieu, Chollet, Theluffon, Herzuello, Tort, si M^e Turpin & moi, nous avons concouru à former un plan de subornation, il faut du moins admettre que nous avons eu un intérêt à commettre ce crime, & un intérêt bien puissant. C'est aussi ce que suppose M. le Comte de Guines : & voici comme il le développe.

« *Herzuello*, dit M. le Comte de Guines, avoit fait deux » premières dépositions qui n'étoient pas *favorables* au sieur » Tort. On a voulu faire revenir ce témoin sur ses pas, & ob- » tenir de lui une troisième *déposition* PLUS FAVORABLE. Dans » cette idée le sieur Tort a fait à Paris un *projet de déposition* » pour *Herzuello*. M^e Gerbier voyant qu'il différoit de l'en- » voyer, lui a écrit en Décembre 1773. *Ce projet, vous ne* » *l'envoyez pas; c'étoit-là l'important*. Enfin Tort envoie ce *pro-* » *jet*, & SIX SEMAINES APRÈS, on voit éclore cette troisième » déposition qui diffère, en *plusieurs points essentiels*, des pre- » mières; & qui, SUR UN OBJET CAPITAL, FORME AVEC » ELLES UN CONTRASTE FRAPPANT ».

J'aurai détruit dans son principe toute cette inculpation, si je démontre que la dernière déposition du sieur Herzuello, non-seulement n'est pas plus *favorable* au sieur Tort

que les premières , mais qu'elle lui est même *préjudiciable*. Je l'avois annoncé dans mon premier Mémoire. M. le Comte de Guines me reproche dans le sien, de ne l'avoir pas prouvé. Il faut le satisfaire.

J'imprimerai les trois dépositions de ce témoin (1), même la notice du sieur Tort , pour qu'on puisse les comparer. Une simple analyse suffira ici.

Herzuello dépose que le sieur Tort, ou PLUTÔT *ledit Seigneur Comte de Guines*, lui doivent la somme de 1800 livres sterlings pour solde de compte des opérations.

Que sur les bonnes intelligences qu'il reçut dudit Tort, il réussit dans les premières opérations, & fit un profit dont il donna le tiers au sieur Tort.

Que le Déposant FUT INDUIT A CROIRE QUE SON EXCELLENCE AVOIT CONNOISSANCE DE TOUT CE QUI SE PASSOIT, par la raison qu'il lui est souvent arrivé, étant dans la chambre de Tort, à l'Hôtel de M. l'Ambassadeur, de voir un Laquais venir dire à Tort que M. l'Ambassadeur vouloit lui parler, sur quoi ledit Tort descendoit promptement, puis revenoit trouver le Déposant, & lui disoit avoir appris telle ou telle chose de M. l'Ambassadeur.

Que Tort lui proposa de spéculer de moitié avec l'Ambassadeur, & lui persuada de faire des opérations de compte à demi en profit & perte avec M. l'Ambassadeur.

Que ces spéculations furent malheureuses, & occasionnerent une perte de 1300 livres st. que Son Excellence ou M. Tort son Agent devoit supporter.

(1) La seconde n'est d'aucune importance, Herzuello ne l'a faite que pour lever une équivoque de nom. Il dit que son vrai nom est Morphy, & que c. lui d'Herzuello est celui de sa maison de Commerce.

Que le sieur Tort vouloit encore engager le Déposant à poursuivre d'autres opérations avec M. l'Ambassadeur, mais le déposant le refusa: & depuis ayant appris que M. Tort s'étoit enfui, il a payé toute ladite perte de ses deniers, & n'a jamais, jusqu'à présent, jugé à propos d'en faire la demande à M. l'Ambassadeur (1).

M. le Comte de Guines n'a garde de prétendre que cette déposition ait été concertée; elle est trop peu favorable au sieur Tort.

Mais cela même me fournit une premiere réflexion importante. Le sieur Herzuello n'étoit donc pas un témoin dévoué au sieur Tort, ni au sieur Bourdieu. Depuis la plainte jusqu'à la déposition, il s'est écoulé neuf mois. C'étoit plus de tems qu'il n'en falloit pour pratiquer ce témoin, pour se concerter avec lui, pour essayer de le séduire. On n'accuse pas le sieur Tort de l'avoir fait: l'aura-t-il tenté, après avoir laissé ce témoin se lier, s'engager par une premiere déposition? Il faut du moins avouer que cela n'est pas vraisemblable.

Cependant M. le Comte de Guines soutient que *c'est pour ce témoin* qu'a été fait le projet d'une troisieme déposition.

Je m'arrête ici, & avant que d'examiner ce qu'a produit le projet de corruption, je demande ce qu'il a dû produire? Qu'est-ce que le corrupteur a dû faire déposer au témoin corrompu? Puisque le sieur Tort est supposé avoir eu ce témoin à sa disposition, il a dû lui faire dire tout ce qui pouvoit favoriser

(1) Il est bon d'observer que toutes les dépositions des témoins Anglois ont été rédigées & mises en François par le Notaire Dubourg, que le sieur Tort prétend être un homme affidé à M. le Comte de Guines. Le sieur Herzuello entre autres se fait à peine entendre, quand il veut parler François.

son accusation. Tort disoit à M. le Comte de Guines: *J'ai joué de votre ordre, j'ai joué pour vous.* Tort devoit donc faire dire à Herzuello, *qu'il avoit connoissance que M. le Comte de Guines jouoit, qu'il le savoit de sa bouche, ou qu'il avoit vu ses ordres par écrit, ou enfin, que de quelqu'autre maniere que ce fût, il en avoit eu la certitude.* Voilà ce qu'Herzuello corrompu a dû enfin déclarer dans sa troisieme déposition. Voyons ce qu'il a dit.

Il déclare qu'il offrit d'opérer dans les fonds conjointement avec le sieur Tort; c'est-à-dire, Tort devoit avoir un tiers des profits, & n'être tenu d'aucune perte; Tort devoit donner toutes les intelligences dans son pouvoir. En conséquence il se fit une opération qui produisit beaucoup, la part de Tort revenant à plus de 2100 liv. sterling; que Tort le pria ensuite d'opérer conjointement avec M. le Comte de Guines, qui devoit avoir la moitié des profits, & payer la moitié de la perte, & qu'il se fit une opération où il y eut de la perte: QUE PARTIE DES PROFITS DE LA PREMIERE OPÉRATION FUT EMPLOYÉE A PAYER LADITE PERTE: que le Déposant voyant que le Comte de Guines manœuvroit mal les choses, refusa absolument d'avoir aucune autre affaire avec lui; mais offrit à Tort de lui donner comme auparavant un tiers de profit sans perte; ce que Tort refusa; mais sollicita itérativement le Déposant en présence de Vachon & Roger, d'agir de compte-à-demi avec M. le Comte de Guines. Et le Déposant dit de plus que si ces circonstances ne sont pas mentionnées dans sa premiere déclaration, c'est que M^e Gomel, autant qu'il s'en peut souvenir, lui dit qu'elles ne signifioient pas grand chose.

J'ai rapporté cette déposition dans son entier; & il est facile à présent d'apprécier la séduction qui m'est imputée.

* P. 4 & à la note.

M. le Comte de Guines * annonce qu'il traitera ailleurs les

différences frappantes des deux dépositions. Il se borne dans son Mémoire à relever un *contraste très-frappant, sur un objet très-capital . . . une contradiction capitale*. Il falloit tous ces grands mots pour produire quelque effet.

1°. On a dû remarquer qu'*Herzuello* ne dit rien de nouveau sur la *question du jeu*. Au contraire, dans sa première déposition, il avoit rendu compte de circonstances d'*allées & venues* qui l'avoient conduit à penser, que *Son Excellence avoit connoissance de tout ce qui se passoit*. Et dans la dernière, loin d'y rien ajouter, il ne rappelle pas même ces circonstances.

2°. Il n'y a qu'une seule contradiction entre les deux dépositions. Cette contradiction consiste en ce que dans la première, *Herzuello* dit avoir payé la perte de ses deniers ; au lieu que dans la troisième, il dit que *partie des profits de Tort dans la première opération, a servi à payer ladite perte*.

Cette contradiction est-elle *capitale* ? Porte-t-elle à M. le Comte de Guines le moindre préjudice ? S'il n'a pas joué, il ne doit, ni au sieur Tort ni à *Herzuello* : s'il a joué, il doit à l'un des deux les 1300 liv. sterling ; il les doit à *Herzuello*, si ce Banquier a payé de ses deniers ; il les doit à Tort, si c'est avec les *bénéfices de Tort* qu'*Herzuello* s'est remboursé. La contradiction dans laquelle est tombé le Banquier, n'influe donc point sur la question du jeu : elle n'aggrave pas même la dette de M. le Comte de Guines : dans les deux dépositions, il est également débiteur de 1300 livres sterling. Ainsi le *contraste* ne frappe pas sur un *objet capital*.

3°. Mais ce n'est pas tout : pour peu qu'on y réfléchisse, il est aisé de voir, que cette dernière déposition est *capitalement* défavorable au sieur Tort.

D'abord, par sa contrariété avec la première, elle diminue

le poids du témoignage du sieur Herzuello. Car c'est un principe reçu en matiere criminelle, que le *témoin qui se contredit devient suspect à la Justice*. Tort pouvoit l'ignorer, ce principe; mais, moi, son prétendu complice, moi, participant à la suggestion, je connois les regles.

L'objet de cette contrariété lui est encore bien plus préjudiciable, quand on l'examine au fonds. Dans sa premiere déposition Herzuello s'étoit dit nettement *Créancier de Tort*, ou PLUTÔT *de M. le Comte de Guines*. Ce mot ou PLUTÔT marquoit la ferme persuasion dans laquelle étoit le Banquier, que M. le Comte de Guines étoit le véritable *Joueur*. Au contraire dans la troisieme déposition, non-seulement Herzuello ne dit plus qu'il est *Créancier de M. de Guines*, mais il opere comme ne l'étant pas: il dit qu'il s'est remboursé de la solde des dernieres opérations, avec les bénéfices de la premiere. Cette dette, qu'il avoit cru d'abord la dette de M. le Comte de Guines, il s'en est payé, avec les deniers du sieur Tort. Il n'est donc plus persuadé que le *jeu* se soit fait pour le compte de M. l'Ambassadeur. Cette derniere déposition est donc vraiment préjudiciable au sieur Tort dans l'objet capital de l'affaire.

Il est vrai que cette troisieme déposition se trouve plus conforme à la plainte du sieur Tort, lequel avoit déclaré avoir payé *de ses deniers la perte de M. le Comte de Guines*. Mais, sur ce point, quel intérêt! Le S^r Tort avoit-il de faire déposer Herzuello conformément à sa plainte; il ne s'y agissoit pas, il ne s'agit pas même encore du paiement des 1300 liv. La vraie question, la question *importante & capitale* pour l'Ambassadeur, comme pour le Secrétaire, étoit, & est, de savoir pour qui Herzuello a joué. Or il est démontré que la troisieme

déposition de ce Banquier, non-seulement laisse cette question indécise, mais même qu'elle en augmente le problème (1).

M. LE COMTE de Guines refusera-t-il de se rendre à une telle évidence ? Il ne m'auroit pas soupçonné d'avoir concouru à une subornation, il n'auroit pas pris l'alarme sur les expressions de mon billet, s'il ne s'étoit pas persuadé que la troisième déposition d'Herzuello étoit plus favorable au sieur Tort que la première. C'est ce qu'il a perpétuellement répété dans ses Mémoires. Mais à présent qu'il est démontré que Tort a plus perdu que gagné à la nouvelle déposition de ce témoin, le soupçon de *séduction* doit entièrement disparaître, & tout ce qu'on a rassemblé d'argumens dans le dernier Mémoire de M. le Comte de Guines, pour m'inculper, manque par le fondement. Si Tort avoit pu disposer du témoignage d'Herzuello, il ne se seroit pas borné à lui suggérer une déposition si peu favorable : il n'auroit pas eu besoin du secours de ses Conseils, pour dicter au témoin des choses si mal combinées : & si j'avois pu me dégrader, au point de concourir à une pareille infamie, je n'aurois pas eu l'inconcevable mal-adresse de laisser dans les dépositions, des contradictions gratuites, qu'il eût été

(1) Je n'ai rien dit d'une circonstance qui n'est pas dans la première déposition, & qui se trouve dans la troisième ; c'est la nouvelle offre faite à Tort de jouer pour son compte à un tiers de bénéfice sans porte. Je ne crois pas qu'elle mérite qu'on s'y arrête. D'abord, ce n'est pas là une contradiction ou un contraste, c'est une simple addition faite par le témoin à ce qu'il avoit déjà déposé ; & M. le Comte de Guines convient lui-même qu'en Angleterre les témoins sont dans l'usage d'ajouter à leur déposition, s'ils y ont oublié quelque chose, page 5. D'ailleurs cette circonstance est si indifférente, elle est si étrangère à la question de savoir si M. de Guines a joué ou non, qu'il est impossible de supposer qu'elle ait donné lieu au complot d'une subornation de témoins ; & M. le Comte de Guines avoue lui-même ingénument, page 45, du Mémoire contre Roger, qu'il n'en conçoit pas l'objet.

si aisé d'éviter. Qu'on réfléchisse de sang froid à toutes les absurdités que suppose le soupçon qu'on veut élever contre moi, & l'on rougira d'avoir pu s'en laisser imposer un seul moment.

CONTRE tout ce que je viens de dire, il n'y a qu'une seule objection. C'est de supposer, qu'ayant voulu corrompre le sieur Herzuello, nous l'avons trouvé un homme incorruptible, & que c'est par cette raison que la dernière déposition est plutôt nuisible que favorable au sieur Tort. Cette objection est contradictoire avec le système de M. de Guines. Mais si quelqu'un étoit tenté de la faire, ma réponse est simple, & l'objection même me la fournit. Puisque Herzuello est incorruptible, son témoignage doit faire foi. Je demande qu'on l'interroge, & je somme de nouveau, M. le Comte de Guines de faire déposer cet honnête homme (1).

JE VIENS d'établir, que la *séduction* prétendue n'auroit eu ni objet ni effet. C'en seroit assez pour ma défense. Mais allons plus loin ; & voyons sur quoi ce projet de *séduction* est appuyé : quelles preuves en donne M. le Comte de Guines.

Si je reviens à l'interprétation grammaticale de mon billet, il faudra suivre pas à pas M. le Comte de Guines, & *chicaner* avec lui sur une phrase qu'il retourne de tous les sens, dans une discussion qui occupe 24 pages de son Mémoire ? Mais que dirai-je, que je n'aie déjà dit ? Ce sera nouvelle

(1) Cette épithète est bien due à ce témoin. Le sieur *Herzuello*, ou Morphy, est généralement estimé à Londres pour sa probité : j'en puis dire autant des sieurs *Bourdiou*, *Chollet* & *Theluffon*, nos complices, s'il y a subornation. M. le Comte de Guines met trop de monde dans le complot, & trop peu d'intérêt à l'avoir formé. Pour imputer à tous ces riches Négocians, un crime si vil, du moins faudroit-il présenter un objet capable d'avoir étouffé en eux, comme en moi, tout sentiment d'honneur.

matière à dispute. Je puis terminer la querelle d'une manière plus facile.

J'ai dit que par ma phrase, & puis le projet de déposition pour Herzuello, vous ne l'envoyez pas, c'étoit là l'important; je ne demandois au sieur Tort que la notice de ce que ce témoin devoit déposer, parce que j'en avois besoin pour l'ensemble d'un Mémoire auquel je travaillois, & qu'il étoit important que je finisse ce travail. Tort interrogé en Justice le lendemain du dépôt de mon billet, & avant que d'avoir pu se concerter avec moi, a fait la même réponse, & il l'a faite sous la religion du serment (1). Mais M. le Comte de Guines ne veut nous croire ni l'un ni l'autre : il prétend que j'ai voulu dire autre chose; il me conteste mon intention; soit : je renonce à ma pensée, & je lui accorde, qu'il fait mieux que Tort & que moi, ce que nous avons entendu. On ne refusera pas sans doute de me rendre justice, si je démontre, qu'en admettant l'interprétation, que M. le Comte de Guines donne

(1) Pour prouver que je ne demandois pas une notice, M. le Comte de Guines propose un argument qui lui paroît victorieux. « Les notices de Tort, dit-il, étoient toutes assemblées dans un gros cahier de 60. pages. Si par le mot projet, vous aviez entendu les notices, vous auriez écrit, & puis le cahier, vous ne l'envoyez pas. Tort » a répondu fort plaisamment, que vous preniez la partie pour le tout. Mais la plaisanterie est trop forte ». Je ne sais pas si Tort a voulu plaisanter. Mais si sa mémoire ne lui a pas exactement rappelé les choses, ce que je vais dire n'est pas moins certain. C'est qu'il m'avoit donné ses notices sur des feuilles détachées, & que lors de mon travail, ne trouvant point celle qui avoit dû être dressée relativement à Herzuello (j'ai pensé dire pour Herzuello, & l'on m'auroit fait encore un crime de ce pour), je demandois cette notice particulière. Si M. le Comte de Guines doute de la vérité de ce que j'avance ici, je réclamerai le témoignage de plus de dix personnes auxquelles j'ai montré ces feuilles, le lendemain de la distribution de son premier Mémoire : je puis lui montrer encore une épreuve de mon Mémoire justificatif, dans laquelle je racontois l'histoire de ces feuilles : en abrégant ce Mémoire, j'ai retranché cet article. Mais plusieurs de mes Confreres très-estimables, ont vu & ces feuilles, & l'épreuve dont je parle.

à mon billet, je n'aurois fait qu'une chose naturelle & permise.

Qu'aurai-je fait dans cette hypothèse? J'aurai demandé au sieur Tort d'envoyer promptement à *Londres son projet de déposition pour Herzuello*; & je l'aurai averti que c'étoit-là une chose importante. L'important, en effet, ajoute M. le Comte de Guines, étoit de faire faire à *Herzuello une troisième déposition plus favorable que les deux premières*.

Pour juger si, par-là, j'aurois proposé au sieur Tort une chose criminelle, ou même suspecte, il faut éclaircir une circonstance, sur laquelle on a glissé d'une manière adroite, dans le Mémoire de M. le Comte de Guines. On y dit bien, que le projet étoit pour *Londres*; mais on laisse absolument de côté, tout ce qui pouvoit expliquer, à quelle personne de *Londres*, il auroit été destiné. Cependant mon billet lui-même devoit aider à éclaircir le doute. Je réclame à mon tour, & avec bien plus de fondement, la liaison des phrases(1).

Ce billet n'indique aucune correspondance directe ni indirecte avec *Herzuello*; la seule, dont il parle, est la correspondance avec les sieurs *Bourdieu & Choller*. J'y dis: *Ecrivez-leur*:

(1) M. le Comte de Guines, pour s'autoriser à dire, quoique le billet ne le dise pas, que je demandois l'envoi du projet à *LONDRES*, allègue la liaison de mes phrases. Il fait tout ce qu'il peut pour établir cette liaison; mais après mille raisonnemens, il prend le parti à la page 11, de supprimer tous les alinéa de mon billet, & d'assembler dans un seul contexte, quatre phrases absolument détachées. Il n'a pas sans doute fait attention, que ce sont ces alinéa même, qui détruisent la prétendue liaison. Ces alinéa prouvent la précipitation, & l'espèce de distraction avec laquelle j'écrivois dans ce moment: ils annoncent des idées venues sans ordre à mon esprit, & que ma main a tracées dans le même désordre où elles se présentoient. Ils prouvent sur-tout, qu'en isolant ainsi mes phrases, je n'ai pas voulu mettre entr'elles le rapport que M. de Guines voudroit y établir pour appuyer son hypothèse. Tout pourroit devenir criminel, avec cet art, de lier des idées & des mots, destinés dans l'esprit de leur auteur à n'avoir aucun rapport.

Cela

Cela ne pouvoit pas s'appliquer à Herzuello : j'aurois mis , *écri-
vez-lui*. Je parle de la révocation de *M^e Gomel* ; ce fait étoit étran-
ger au témoin , & n'intéressoit que les sieurs Bourdieu , Chollet
& Theluffon nos Cliens. J'écrivois donc pour eux, la lettre de
Tort leur étoit donc destinée , & non à Herzuello. Si je de-
mandoisi un *envoi du projet à Londres* , je le demandoisi donc
pour les sieurs Bourdieu , Chollet & Theluffon. Voilà aussi, je
crois , une *démonstration physique*.

Aurions-nous pu envoyer aux sieurs Bourdieu , Chollet &
Theluffon , un *projet de déposition* pour Herzuello ? M. le
Comte de Guines ne s'est pas permis de le contester ; il fait
que ces Anglois sont mes Cliens , *intéressés contre lui dans
l'affaire du sieur Barthelemi Tort* (1).

A ce titre, ils avoient droit à la communication de tout ce que
nous faisons en France : & leur séjour à Londres les mettant à
portée de veiller à ce qui s'y passoit , & de s'occuper du soin
de *s'enquérir des témoins, de ce qu'ils auroient à déposer* (2), il
auroit été très-naturel que le sieur Tort leur envoyât ses idées,
ses notices , ses *projets* sur les dépositions.

J'ai parlé dans mon premier Mémoire de l'usage de Londres,
pour ce qui concerne les témoins. Non-seulement, il y est permis,
comme en France & par-tout ailleurs , de voir extrajudiciaire-
ment ses témoins ; mais la Partie intéressée a le droit de les sui-
vre en Justice, de les produire elle-même au Magistrat ; de les
presser par des questions , de les forcer à dire la vérité , & de
leur rappeler les faits qu'ils oublient. Là , présent avec ses Avo-
cats & *Conseillers* (3) , l'Accusateur lui-même tient à sa main

(1) Termes de la sommation du 13 Novembre 1773 , rapportée au Mémoire
de M. de Guines , page 14.

(2) Expressions de Boucheul , citées dans mon premier Mémoire.

(3) *Vid.* aux Pièces justificat. le certificat de cet usage.

la *notice* des faits , dont il croit les témoins instruits, *notice*, qu'on peut bien appeller des *projets de déposition*, non pour leur suggérer le faux, mais pour leur rappeler les vérités dont ils doivent le témoignage.

Si donc il avoit été intéressant au sieur Tort d'avoir une troisième déposition du sieur Herzuello, ne pouvant aller lui-même à Londres, ni conférer avec ce témoin, il n'y auroit eu rien que de licite, à ce qu'il s'adressât au sieur Bourdieu son *co-intéressé*, pour l'engager à voir Herzuello, & à lui rappeler les circonstances qui s'étoient effacées de sa mémoire. Le *projet* envoyé au sieur Bourdieu pour faire déposer Herzuello, pour lui retracer les faits, pour l'aider à se les rappeler, n'auroit pas même été l'équivalent, ou plutôt, n'auroit été qu'un exercice très-imparfait, du droit qu'auroit eu le sieur Tort, de conférer lui-même avec ce témoin, & de se *recorder* avec lui, suivant l'usage d'Angleterre, auquel l'Ordonnance de M. le Lieutenant-Criminel du Châtelet, portoit qu'on se conformeroit.

M. le Comte de Guines a évité de répondre à cette hypothèse que j'avois proposée à la page 30 de mon premier Mémoire, & il s'est attaché uniquement à combattre mon interprétation, sans discuter ce qui pouvoit résulter de la sienne. Je l'y ramène, & voici le dilemme auquel je le prie de répondre :

Où j'ai demandé qu'on m'envoyât le *projet*, ou j'ai demandé qu'on l'envoyât à Londres. J'ai pu le demander pour moi, & dans ce cas, nulle idée de suggestion; c'est un point accordé. Mais si je l'eusse demandé pour Londres, c'eût été pour l'envoyer au S^r Bourdieu, *Partie intéressée*: cela est démontré. Donc je ne suis ni coupable, ni même suspect, soit qu'on interprète mon billet comme il doit l'être, soit qu'on l'explique comme l'entend M. le Comte de Guines.

Je pourrois ajouter ici un argument , peut-être encore plus décisif que tout ce que j'ai dit. Je suis certain qu'à l'époque de mon billet , nous n'avions encore ni la première , ni la seconde déposition d'Herzuello. Comment aurions-nous pu nous occuper du *projet* d'une troisième ? M. le Comte de Guines refusera peut-être encore de me croire ; mais je ne désespere pas de lui offrir avant peu, des preuves auxquelles il ne résistera pas. La nécessité de ne pas suspendre plus long - tems cette réponse à son Mémoire , m'a empêché de les attendre. On y verra que je n'avois pas alors sous les yeux le *sincere original des deux premières dépositions* du Témoin ; que conséquemment il n'étoit pas possible que nous eussions seulement l'idée d'une troisième déposition , & qu'il étoit tout simple que je demandasse la notice de ce que le Témoin devoit dire.

ON m'objecte, que ce sont mes relations mêmes avec les sieurs Bourdieu , Chollet & Theluffon qui me rendent encore plus suspect de *séduction* : Eh ! que de reproches M. le Comte de Guines ne nous fait-il pas à ce sujet ! *M^{es} Gerbier & Turpin*, dit-il, *Avocats des témoins ! Des témoins qui paient les Avocats , le Commissaire , le Procureur ? Quels rôles ! que d'intrigues ! Tort n'est donc qu'un personnage fantastique !*

Ces exagérations ont fait illusion : mais une illusion facile à dissiper.

D'abord M^e Turpin & moi nous n'avons concouru en aucune manière à faire déposer les sieurs Bourdieu , Chollet & Theluffon ; c'est l'ouvrage de M^e Gomel. Etant à Londres pour suivre l'information, il trouva *sur le cahier des notices* du S^r Tort les noms de ces trois Anglois, ainsi que ceux de tous les autres témoins d'Angleterre. Il les fit déposer, sans nous en préve-

nir ; & il doit se rappeler avec quelle surprise , à son retour , nous apprîmes de sa bouche cette singularité. Aussi nous n'avons jamais soutenu que ces dépositions pussent valoir contre M. le Comte de Guines ; nous ne les lui avons pas opposées : il est maître de les reprocher. Peut-être à la vérité s'y trouvera-t-il embarrassé , parce qu'il a fait entendre lui-même ces trois Anglois dans son information. Mais quoi qu'il en soit , nous n'avons jusqu'à présent fait aucun usage de ces dépositions , ni prétendu les assimiler , à celles des autres témoins de Londres.

Où est donc la *manœuvre* ? La manœuvre eût été sans doute , que ces trois Anglois se fussent montrés publiquement comme Témoins , & eussent été secrètement les Parties de M. le Comte de Guines. Mais tout les justifie de cette conduite ténébreuse & suspecte. La lettre ministérielle du 14 Novembre 1772 dont j'ai parlé , fait voir qu'on les regardoit à Versailles comme les véritables Adversaires de M. le Comte de Guines. Ce fut à l'époque de cette lettre , & conséquemment un an avant les dépositions , qu'ils me choisirent pour Conseil. Depuis , ils sont venus trois fois pour cette affaire à Paris , & chaque fois ils se sont montrés en public , devant les Juges , à l'Audience des Ministres , sollicitant publiquement le Jugement de l'affaire du Sr Tort.

Enfin si l'on a lu avec attention le Mémoire même de M. le Comte de Guines , on a dû y voir la réponse à côté de l'objection. A la page 11 il a rapporté la sommation faite par ces trois Banquiers au Notaire de Londres pour se faire délivrer l'expédition des informations. *Furent présents ... Bourdieu ... Cholllet ... & Theluffon témoins & INTÉRESSÉS dans l'affaire au sieur Barthelemy Tort , contre M. le Comte de Guines ; lesquels ont sommé , &c.* Des actes publics , rapportés par M. le Comte de Guines lui-même , & qui , je crois , font partie de la procédure criminelle , sont-ils donc un *mystère* ? cet aveu authenti-

que de l'intérêt qu'ils avoient à l'affaire, annonce-t-il, de la part de ces Anglois, une *conduite ténébreuse* ? Méritions-nous, M. Turpin & moi, l'injure d'être appelés les *Avocats des témoins* ?

M. le Comte de Guines parle ensuite de l'usage reçu à Londres de voir les témoins & de conférer avec eux. Il n'ose le contredire ; mais il s'écrie que *cet usage est bien délicat*, & que *la liberté de communiquer avec les témoins est bien voisine d'une licence réprouvée par les Loix de tous les pays*.

Ignore-t-il donc, que les plus habiles Jurisconsultes ont fait des vœux, pour que cette forme de procédure fût introduite parmi nous. Et ses vœux contraires ne sont-ils pas un peu suspects d'intérêt ? Il a profité lui-même de ce *droit délicat* ; & il ne dira pas certainement que ni lui, ni personne pour lui, n'ait parlé à ses témoins de Londres, n'ait conféré avec eux. Ne l'a-t-on pas même vu, à son retour en France, suivre encore cet usage d'Angleterre, & le faire passer jusques dans nos mœurs ? Il a avoué dans sa Réponse au sieur Delpech*, *avoir fait prier le sieur Billeto de passer chez lui*, pour s'assurer de ce qu'il devoit déposer. Si cette conduite n'est pas *voisine d'une licence réprouvée par les Loix*, pourquoi la mienne bien plus simple sans doute, même dans la supposition dans laquelle je viens de raisonner, paroît-elle répréhensible ? M. le Comte de Guines est trop juste, pour établir entre lui & moi, deux poids & deux mesures.

* Page 12.

AINSI M. le Comte de Guines n'a rien gagné à me disputer le sens de mon billet. Même dans son interprétation, je serois à l'abri de tout soupçon. Mais, quoiqu'il me soit désormais indifférent d'insister sur la mienne, je n'abandonnerai pas le vrai sens de mes expressions. Et quand j'ai prouvé que, dans l'hypothèse d'un sens contraire, je suis justifié, j'ose espérer

qu'on ne me refusera pas le droit d'insister sur ma sincère intention, & de faire voir qu'elle n'est pas invraisemblable.

Toute la logique de M. le Comte de Guines se réduit à prétendre qu'un *projet de déposition* n'est pas une notice de ce que les témoins doivent dire; qu'un *projet pour Herzuello* ne veut pas dire *la notice concernant Herzuello*, & que ces mots, *vous ne l'envoyez pas*, au lieu de signifier vous ne me l'envoyez pas, signifient, *vous ne l'envoyez pas à Londres*. Moi, je réponds à M. le Comte de Guines, que, par ce *projet de déposition*, je n'ai entendu qu'une *notice*, une *PROJECTION* de déposition. J'invoque le témoignage de M^e Turpin, qui a vu s'établir entre nous l'usage de ce mot *projet*, pour désigner uniquement les *notices*. Je cite l'affirmation du sieur Tort, qui l'a expliqué de même à la Justice. Je produis *le gros cahier*, où les *notices* sont énoncées comme des dépositions: *Un tel déposera*, &c. Je déclare que par un *projet de déposition pour Herzuello*, je n'ai entendu que la *notice concernant Herzuello*; que par ces mots, *vous ne l'envoyez pas*, j'ai voulu dire, vous ne me l'envoyez pas; & non, vous ne l'envoyez pas à Londres.

Maintenant qu'on juge entre nous: j'affirme un fait: & M. de Guines n'oppose qu'une hypothèse. J'ajoute à mon billet le mot *me*, & tout est clair: il y ajoute à *Londres*, & j'ai prouvé que cette addition même ne pouvoit m'inculper. Mon affirmation, il est vrai, n'est pas une preuve; mais elle ne peut être attaquée que par des faits, & non par une argumentation subtile & métaphysique.

Voilà le tableau du Procès que me fait M. le Comte de Guines. Procès sans doute bien étrange! Dans son propre système, je ne serois qu'un complice; car il ne dit pas, ni que j'aie fait le *projet*, ni que j'aie sollicité, pratiqué, séduit le témoin. Tout mon crime seroit, suivant lui, d'avoir dit à Tort: il faut

faire expliquer *Herzuello* ; faites le projet de cette explication , & envoyez-le à Londres , cela est important. M. le Comte de Guines n'allegue pas que j'aie été au-delà de ce conseil. Et s'il y a eu ensuite *intrigues* , *manœuvres* , *caresses* , *offres d'argent* , je ne suis pas même accusé d'y avoir participé.

Qu'est-ce donc que cette inculpation bisarre ? que cet accessoire , dont on ne voit pas le principal ? que ce crime incident , & cette complicité qui supposent un principal accusé , & auxquels on donne une existence avant qu'il y ait d'accusation ? M. le Comte de Guines n'a pas encore osé , depuis cette découverte qu'il a faite dès le 29 Avril 1774 , rendre plainte contre Tort : & c'est moi qu'il poursuit , qu'il inculpe , qu'il attaque par un Mémoire personnel. J'ai bien de la peine à croire aux protestations qu'il fait d'avoir *désiré de me ménager*.

SI L'ON joint à ces réflexions, le coup d'œil des circonstances qui s'offroient pour écarter de l'esprit de M. le Comte de Guines , cette sombre idée , il me semble qu'elles auroient dû lui démontrer de plus en plus l'impossibilité , qu'il me permette de le dire , l'absurdité du soupçon qu'il élève contre moi.

Il en est une sur-tout qui a dû s'offrir d'elle-même à tous nos Lecteurs : Ce n'est point dans ce billet , que se trouve la phrase , *jetez ma lettre au feu* : elle n'est que dans celui du 13 ; dans celui où je parle de *M. de S. . . .* de différens Jugemens , &c. Eh quoi ! Lorsque j'ai eu l'attention de demander qu'on *jettât au feu* un billet de cette espece , j'aurois négligé de prendre la même précaution pour un autre , dans lequel j'aurois été personnellement compromis , sur le fait le plus grave , sur une *séduction de témoins* ! Une telle idée n'entrera dans l'esprit de personne.

Mais puisque M. le Comte de Guines veut qu'on juge de

ma phrase par l'ensemble de mon billet, voyons aussi ce qui résulte de l'ensemble des faits.

Le sieur Tort, Accusateur, devenu Accusé au moment où il devoit le moins s'y attendre, s'est trouvé pris au dépourvu. On l'a traîné en prison, on a fouillé dans tous ses papiers, on s'est saisi de toutes mes lettres & de bien d'autres. Ses secrets, les miens, si j'en avois eu, ont été mis à découvert. Cette marche, dit-on, est honnête & permise : à la bonne heure. Mais enfin à quoi a abouti cette rigoureuse inquisition ? On n'a trouvé, ni correspondance suspecte avec les témoins, ni relation équivoque, ni intelligence mystérieuse, ni trace quelconque de manœuvre & d'intrigue pour séduire personne. Dans tout ce qui a précédé mon billet, il n'y a pas même matière au soupçon : dans tout ce qui l'a suivi, ma conduite est aussi pure. Ce n'est pas tout. A côté de ce billet s'en est trouvé un autre, dont on a cru pouvoir également faire usage. Qu'y voit-on ? Des vœux pour arranger. . . . une répugnance à plaider. . . . des encouragemens au sieur Tort pour faire des sacrifices : une autre phrase, que ma plume ne retracera pas une seconde fois, mais dont l'énergie prouve à quel degré j'étois *intérieurement convaincu de la justice de la Cause que j'avois à défendre*. Tout cela se trouve dans mon billet du 13 ; & l'on veut qu'avec ces vues sages & honnêtes, je me sois occupé d'un projet de séduction ! On supposera, que malgré cette *conviction intérieure* de l'innocence du Client, j'aie ouvert mon ame au lâche dessein, de devenir un séducteur de témoin ! On se persuadera enfin, que sans intérêt personnel, même contre le véritable intérêt de mon Client, j'aie pu tremper dans un complot odieux, & m'exposer gratuitement à perdre & mon état, & mon honneur & ma réputation ! Ah ! de tels contrastes sont impossibles :

&

& la tournure la plus artificieuse ne parviendra jamais à les rendre vraisemblables.

Pourquoi les scellés que M. le Comte de Guines a fait apposer sur les effets de Tort, ne se sont-ils pas étendus jusques sur ceux du sieur Bourdieu à Londres ! Il y auroit trouvé toute la correspondance de cette affaire : il y auroit reconnu la probité scrupuleuse de ces négocians célèbres, qui partagent mon injure : il m'auroit rendu enfin la justice qu'il ne peut plus me refuser ; & il se seroit épargné le rôle cruel d'inculper de séduction, un homme dont la délicatesse, dans aucun cas, dans aucun tems, n'avoit encore été soupçonnée.

Il y auroit aussi trouvé les lettres du sieur Tort : celle entr'autres que je lui conseillai de refaire en Décembre 1773, parce qu'elle m'avoit paru trop lâche. Elle vient de m'être envoyée de Londres. Mais c'est une copie informe. Si l'usage des livres copies de lettres a lieu dans ce Pays, j'aurai dans peu une piece probante. Je ne la produirai pas pour établir ma justification. Je la crois déjà démontrée. Mais je la publierai pour me venger. Que ce mot n'effraye personne. Cette vengeance à laquelle j'aspire, est de mettre le Public & M. le Comte de Guines lui-même, à portée de lire jusqu'au fond de mon cœur : c'est de forcer ceux-mêmes qui crient aujourd'hui que je suis un lâche *séducteur*, à rougir de m'avoir cru capable de l'être (1).

(1) Je n'ai pas parlé du petit billet dans lequel il est question d'une visite rue de Richelieu. M. le Comte de Guines a fait à ce sujet cette note. *Qui peut donc être la personne en question à qui il étoit si important que Tort fit une visite rue de Richelieu, en Décembre 1773 ?* M. le Comte de Guines donne de sa seule autorité une date à ce billet, qui n'est daté que du mardi. Je n'y dis point qu'il fût important de faire la visite ; je dis au contraire qu'il y avoit des raisons pour ne la pas faire tout à l'heure. Quant au

II.
IMPUTATIONS
VAGUES.

ON ne peut m'imputer aucune prévarication : je viens de le démontrer : & je pourrois me borner à cette défense Mais j'ai promis de tout expliquer. Je ne négligerai pas même les plus légers reproches.

M. le Comte de Guines ne me fait grace de rien. Non content de l'inculpation que je viens de détruire, il y joint mille autres reproches, & suivant toujours la même marche, ce ne sont pas des faits qu'il m'oppose, ce sont des suppositions, des inductions qu'il tire de cette lettre du 13 Novembre 1773 (1), que je terminois par ces mots, *jettez ma lettre au feu.*

Ce qui paroît bleffer le plus M. le Comte de Guines dans cette lettre, ce sont mes liaisons avec M^e Chenu, Commissaire. Cet Officier, qui a toujours joui de l'estime publique, n'est vraisemblablement pas connu de M. le Comte de Guines. Il sauroit qu'il est aussi incapable de se prêter à une action mal-honnête, que moi, de l'y engager.

M^e Chenu est mon ami ; il est celui de plusieurs de mes Confreres des plus distingués. Il vit avec eux, il vit avec moi dans

nom, je le tairai, parce que je le dois par égard pour cette personne. Tout ce que je me permettrai de dire, est que cette visite avoit un objet absolument étranger à l'affaire de M. le Comte de Guines. Des personnes qui veulent tout deviner, ont cru que M. le Comte du Barry en étoit l'objet. Je certifie n'avoir jamais eu de relation directe ni indirecte avec lui. Cependant si M. le Comte de Guines persiste dans sa curiosité, on me laisse un moyen de le satisfaire. Le sieur Tort a nommé extrajudiciairement cette personne à M. le Lieutenant-Criminel. M. le Comte de Guines peut s'adresser à ce Magistrat, qui certainement ne refusera pas de certifier que la personne en question n'est ni M. le Comte du Barry ni aucune autre qui pût influer sur l'affaire, ou y prendre aucun intérêt.

(1) Cette lettre n'est datée que du 13, je la crois du mois d'Octobre ; mais M. de Guines veut qu'elle soit du 13 Novembre, J'y consens.

cette familiarité qu'étalait une longue habitude & qu'affermir une estime réciproque. Depuis qu'il a prêté son ministère au sieur Tort, je n'ai pas dû m'interdire de le voir. Cependant cette amitié effraie encore M. le Comte de Guines, & peut-être lui paroît-elle *voisine de la licence*. Qu'il se rassure : les liaisons intimes ne font qu'augmenter la délicatesse dans les âmes honnêtes.

Il veut faire entendre que j'ai eu *communication des dépositions des témoins*. Mais quand cela seroit, qui pourroit m'en faire un reproche ? M. le Comte de Guines a-t-il rien ignoré lui-même, de la procédure, quoique secrète ? N'a-t-il pas su exactement, & ce qu'ont dit ses Témoins, & ce qu'ont déposé ceux du sieur Tort ? Il suffit d'ouvrir ses Mémoires pour juger à quel degré il est instruit : & n'est-ce pas d'ailleurs une chose notoire, qu'il n'est presque pas d'affaire criminelle dans laquelle l'Accusé & l'Accusateur ne parviennent à se procurer des pièces si nécessaires à mettre sous les yeux de leurs Conseils ? C'est un abus qu'entraîne la forme de notre procédure Françoisse, & que les Magistrats voient rarement avec sévérité.

Mais cet abus, on ne peut pas même me le reprocher ; & il est clair, que les *dépositions* dont je parle dans mon second billet, n'étoient autre chose que ce que nous appellions *les projets de déposition*, & ce que j'appelle aujourd'hui, peut-être aussi improprement, *la notice des dépositions*.

J'y dis que *j'ai eu bien du mal pour rapprocher tout ce qui est épars & semé de côté & d'autre dans les DÉPOSITIONS*.

Si le Mémoire, dont je parle en cet endroit, n'eût été qu'une analyse des dépositions de France, on pourroit soupçonner que je les avois sous les yeux. Mais ce Mémoire contenoit

l'abrégé de toute l'affaire, & sur-tout des faits sur lesquels les seuls témoins Anglois étoient dans le cas de déposer. Or je ne pouvois être instruit de ces faits que par les *notices* du sieur Tort. J'en ai une preuve incontestable : c'est ma lettre même. Elle est, dit-on, du 13 Novembre 1773. Or au 13 Novembre 1773, nous n'avions en notre pouvoir aucune déposition d'Angleterre. Le fait est prouvé par la sommation que firent au Notaire de Londres, le même jour 13 Novembre, les sieurs Bourdieu, Chollet & Théluffon, *pour avoir l'expédition des dépositions.*

Qu'AI-JE voulu dire par cette autre phrase : *Le Commissaire fera bien de donner ce petit Mémoire comme un extrait d'un plus grand prêt à paroître, ou peut-être encore mieux comme son propre travail sur les informations?*

Cette phrase n'avoit pas même paru équivoque à M. le Comte de Guines, ni à ses Confeils, lors de leur premier Mémoire. Par quel hazard paroît-elle aujourd'hui criminelle? Il s'agissoit de donner au Magistrat un Mémoire sur l'état de l'affaire. Si j'avois écrit au sieur Tort, de donner ce *Mémoire*, comme l'ouvrage du *Commissaire*, mon intention pourroit paroître équivoque. Mais comment la suspecter, quand c'étoit au Commissaire même que je disois de remettre mon Mémoire, & que je lui laissois le choix de le donner, ou comme *son ouvrage*, ou comme le mien. Comme *le mien*, cet ouvrage auroit eu peu de poids, n'étant qu'un résultat de *notices*. Au contraire, M^e Chenu l'adoptant & le présentant comme le sien, mon travail devenoit plus exact, plus sûr, parce que cet Officier ne pouvoit l'adopter qu'après l'avoir vérifié & comparé avec les *dépositions* de France qui étoient dans ses mains. Son exactitude m'étoit trop connue pour n'être

pas convaincu, que ce ne seroit qu'après avoir pris toutes ces précautions qu'il s'approprieroit mon ouvrage ; & qu'on me permette de le demander , à moins qu'on ne me croie dépourvu de toute raison , est-il possible d'admettre que j'aie eu une autre pensée ?

Ceci prouve encore un point important : c'est qu'à cette époque je ne connoissois pas plus les dépositions de France, que celles d'Angleterre. Car je n'aurois eu besoin, ni d'emprunter le nom du Commissaire , ni de m'appuyer de son témoignage , si j'avois été moi-même personnellement en état d'affurer le Magistrat, de l'exactitude des faits contenus dans le *Mémoire*.

MAINTENANT je supplie mes lecteurs de relire ma lettre. Ils ne trouveront certainement rien dans les expressions qu'elle renferme , quoique jetées au hasard & avec la précipitation qui accompagne ordinairement des billets de cette espèce , qui donne l'idée de *manœuvres*. Il eût pu s'y trouver des choses bien plus obscures , bien plus difficiles à démêler. Quel Citoyen se croira désormais en sûreté , s'il est permis de fouiller ainsi jusques dans ses pensées , si l'on a droit de le rechercher sur les écrits les plus secrets , s'il est forcé de rendre raison d'une expression , d'une phrase , qui souvent est susceptible de plus d'un sens , quoiqu'elle n'en ait qu'un seul , pour celui auquel elle est adressée ?

REPRENONS ici l'analyse que M. le Comte de Guines fait de ma lettre.

J'ai dit : *jettez ma lettre au feu.*

Etoit-ce pour cacher mes liaisons avec les sieurs Bourdieu & Choller ? Non. Il a toujours été public & notoire qu'ils ont

été mes cliens. Par-tout ils se sont montrés sous cette qualité.

Etoit-ce pour cacher que les témoins payoient ? Non : j'ai déjà expliqué comment les sieurs Bourdieu & Chollet étoient devenus témoins , tandis que leur premier & principal rôle étoit celui de *Partie intéressée*.

Etoit-ce pour dérober la connoissance du travail que je faisois sur les dépositions : Non. Si j'avois vu ces dépositions , je n'en ferois pas mystère. Mais je ne les avois pas vues , & je l'ai bien prouvé.

Etoit-ce pour laisser ignorer que je desirois qu'on écrivît à Londres de payer le Commissaire ? Non : Ce paiement étoit une dette , ces frais étoient légitimes ; & malgré mes soins , le Commissaire , comme je l'ai dit , n'est pas encore entièrement satisfait.

Qu'ai-je donc voulu cacher ? Qu'ai-je condamné au feu ? A-t-on pu en douter un seul instant ? C'est cette phrase , que je ne répéterai pas ici , qui a pu m'échapper dans le secret de la confiance : c'est cette phrase qui ne seroit jamais sortie de ma bouche , si j'eusse cru qu'un autre que le Client eût pu l'entendre.

Ce que j'ai voulu cacher encore , c'est mon opinion intérieure sur des Jugemens particuliers , opinion qui ne peut être injurieuse à personne , que quand on se permet de la rendre publique.

AINSI la main qui m'avoit déchiré vient de me guérir en voulant me faire une nouvelle blessure. Ces mots , tracés en lettres majuscules dans le premier Mémoire de M. le Comte de Guines , jetez ma Lettre au feu , avoient pu donner à penser que ma Lettre renfermoit un conseil pervers , ou

des demandes honteuses. Maintenant cette Lettre , imprimée toute entière par M. le Comte de Guines lui-même , prouve la droiture de mon cœur & la pureté de mes intentions. On y voit clairement ce que j'ai voulu , ce que j'ai dû condamner aux flammes. Ma *conviction intérieure* de l'innocence du sieur Tort , m'avoit arraché une expression que je me reprochois , & contre laquelle je protestois en quelque sorte , en m'écriant, *jettez ma lettre au feu*. D'un autre côté mon zèle pour mes Cliens me faisoit craindre pour eux un sort pareil à celui que j'avois éprouvé dans d'autres affaires. « Craignez , leur disois-je , l'incertitude des Jugemens , voyez ces exemples de la foiblesse humaine , ces arrêts » Mais je vous ouvre les secrets de mon ame : craignez aussi de les divulguer : renvoyez-moi mes pensées, *jettez ma Lettre au feu* ».

Si l'on supprime ces deux endroits de ma Lettre, il n'y restera rien que je n'eusse pû moi-même publier. *Je fais plus de vœux pour vous voir arranger que pour plaider.... M. de.... se mettroit en quatre pour concilier.... J'aimerois mieux vous voir faire tous les sacrifices possibles....* Un Défenseur, qui ne forme des vœux que pour concilier les Parties, n'a point à rougir de laisser voir le fond de son ame. Quand, par conviction, par sentiment, il a le courage de défendre de faibles Cliens, contre un Adversaire puissant, contre un Ambassadeur du Roi, peut-on le soupçonner d'avoir été assez lâche pour vouloir employer le secours du crime, une séduction infame, à la défense d'une Cause qu'il croyoit bonne ?

IL ME reste encore quelques faits à expliquer : & les reproches publics qu'ils m'attirent de la part de M. le Comte de Guines , ne m'étonnent pas moins.

Qu'il me permette, avant tout, de lui demander, quel a pu être son motif, dans ces dernières imputations? Est-ce pour assurer le succès de son affaire, qu'il allègue que j'ai employé des *moyens odieux*, & qu'il m'accuse d'avoir donné des *Mémoires secrets* & écrit des *lettres mystérieuses* au Ministre du Roi?

J'ai beau m'interroger, je ne puis concevoir ce qui a pu faire prendre à M. le Comte de Guines, une telle idée de moi.

S'il produisoit ces Mémoires & ces lettres, comme il produit celles que j'ai écrites au sieur Tort : si, la preuve à la main, il m'accusoit d'avoir été son *Délateur*, ses plaintes auroient du moins un objet. Mais il est forcé d'avouer qu'il n'a pas mes lettres, & qu'il ne les a pas même vues, parce que le Roi a défendu de les communiquer. Quant à mes Mémoires, il me paroît également qu'il n'en a aucun : car il ne parle que d'un *Apperçu*, qui sûrement n'est pas mon ouvrage. Que veut-il donc? Qu'on me condamne comme son *Délateur*, sans avoir vu la délation? Cela est impossible. Qu'on me soupçonne d'être un intrigant? Il n'y réussira pas davantage; je suis connu: je n'ai pas ce flegme politique, cette froideur d'ame, ce caractère composé, cette souplesse, qui peuvent seuls initier dans cet art également vil & profond.

Je vois où il veut aller: tout le monde l'a vu comme moi. Mais qu'ai-je à faire dans ces querelles de Grands? Ils m'ont, presque tous, les uns après les autres, honoré de leur confiance. Mais sans être insensible à leurs bontés, je ne briguai jamais leurs faveurs: je ne fus d'aucun d'eux, ni le flatteur, ni l'agent, ni la créature.

Voilà ma profession de foi en général: & voici mes réponses particulières, à chacun des reproches qu'on articule.

J'AI

J'AI eu sans doute, à l'occasion de cette affaire, des relations avec M. le Duc d'Aiguillon. Mais pouvois-je n'en pas avoir ? Tort voyoit sans cesse sa procédure arrêtée par le Ministère : par quel autre organe que par celui de ses Défenseurs, pouvoit il faire ses représentations ? Le Ministre, avant d'y statuer, vouloit s'instruire : à qui pouvoit-il s'adresser, sinon aux Conseils du sieur Tort ? Si l'on veut être de bonne foi, au lieu de se tourmenter pour trouver de l'intrigue dans ma conduite, on sera convaincu, que la nature même de l'affaire, entraînoit ces relations avec le Ministère. Un homme public, un Ambassadeur de France, étoit inculpé. Il étoit de notre devoir de ne refuser au Gouvernement aucun des éclaircissémens qu'il désiroit, de le prévenir de nos démarches, & même de lui demander la permission de les faire. Quel est le Conseil, quel est l'Avocat qui eût pu se permettre de se conduire autrement ? J'avoue que je suis étonné des plaintes que M. de Guines fait à ce sujet. Auroit-il oublié, que c'est cette circonspection de notre part, qui lui a valu de connoître la plainte du sieur Tort, près d'un an avant les informations d'Angleterre ? Nous avions cru devoir la mettre sous les yeux du Ministère. De l'autorité du Roi, & certes, sans le consentement du sieur Tort, elle fut envoyée à M. le Comte de Guines à Londres, pour *savoir ce qu'il en pensoit & ce qu'il desiroit, soit pour laisser un libre cours à la plainte, soit pour en empêcher la suite.* Quelque tems après, le Ministre lui écrivit encore que le Roi avoit ordonné qu'il ne fût rien statué sur la plainte de Tort jusqu'à nouvel ordre (1). Et M. le Comte de Guines se plaint de nos relations avec le Ministère !

(1) Ces deux lettres sont rapportées pag. 32 & 33 du Mémoire de M. le Comte de Guines.

VOUS FORMIEZ, dit M. le Comte de Guines, *un corps d'accusation sur des résultats de dépositions non-suivies de récolement & de confrontation : vous mettiez en péril, par des opérations secrètes & hors du cours de la Justice, la réputation, l'état & l'honneur d'un Ambassadeur du Roi.*

Mais que M. le Comte de Guines représente donc ces *Mémoires*, ces *résultats*, ces *apperçus*; qu'il daigne me mettre à portée de reconnoître mon ouvrage; je ne le défavoueraï pas : & j'ose attester d'avance qu'on n'y verra rien qui soit contraire à l'exactitude & à la délicatesse. S'il est si bien instruit de ce que nous avons fait, il doit avoir aussi les lettres qui accompagnoient les *Mémoires*. Je le supplie de les produire. Elles feront là preuve, que les Ministres du Roi ne pouvoient être trompés : elles donnoient l'idée la plus exacte de l'état de l'affaire : elles indiquoient, non des preuves faites, mais des preuves à faire; non des dépositions reçues en Justice, mais des dépositions à recevoir. Ces Ministres y voyoient par conséquent qu'il n'étoit encore question ni de *récolement* ni de *confrontation*. Ce n'étoit donc pas moi qui mettois en péril la réputation, l'état & l'honneur de M. l'Ambassadeur.

PARLERAI-JE encore d'une dernière lettre, à l'occasion de laquelle M. le Comte de Guines dit, à la page 20 de son *Mémoire* : *ce que contenoit cette lettre, je le sais; je vais le dire, & quand je l'aurai dit, PERSONNE N'OSERA LE NIER.*

Quelques lignes après, il rapporte une lettre par laquelle M. le Duc d'Aiguillon lui marquoit que *le Roi n'avoit pas voulu permettre qu'il lui envoyât la lettre de M^e Gerbier, & que Sa Majesté avoit même désapprouvé qu'il l'eût communiquée à M. le Duc D'.....*

M. le Comte de Guines explique ensuite ce fait, qu'il dit que *personne n'osera nier*. Il assure que dans ma lettre j'écrivois à M. le Duc d'Aiguillon que *M. le Comte de Guines avoit tenté de séduire, ou même séduit, par lui ou par ses Conseils, l'ancien Procureur du sieur Tort.*

Comment me défendre, comment me justifier ? D'une part le Roi a défendu de *communiquer ma lettre* : d'une autre, on assure que M. le Duc D'... l'a vue, & c'est d'après ce nom si respectable, qu'on me dit, vous *n'oserez le nier*. Mais si cette lettre n'existe plus, ou ne peut plus paroître, je puis du moins en rappeler une autre, que j'ai eu l'honneur d'écrire il y a plus d'un an, à un Prince dont je réclamerai toujours avec confiance, & le témoignage & les bontés. M. le Comte de Guines l'a vue. J'y protestoais, avec la plus grande sincérité, de n'avoir jamais eu la pensée de lui faire l'injure qu'il me reproche; j'ajoutais que je ne pouvois pas même croire, que ma lettre à M. le Duc d'Aiguillon, en donnât le soupçon, & j'y représentois qu'il étoit possible qu'une lecture rapide eût présenté, au premier abord, un sens contraire à mes intentions. M. le Duc D'..... & M. de Guines lui-même parurent alors se contenter d'une déclaration si précise, & j'ai dû croire que ce reproche ne reparoitroit pas.

Ne puis-je donc pas à présent dire à M. le Comte de Guines, & avec lui* : *Que faire si ce n'est ce que j'ai fait ?* On m'accuse de séduction de témoins, d'intrigues mystérieuses auprès du Gouvernement, d'avoir mis en péril la réputation, l'état & l'honneur d'un Ambassadeur du Roi. *Je me tourmente pour multiplier les éclaircissements*, pour détruire des conséquences spécieuses, qui n'ont d'autre fondement que des inductions, des présomptions, des suppositions; & à la fin de toutes mes peines, je

* Page 29.

. E ij

me sens épuisé. . . . peut-être hélas ! sans avoir fait cesser la prévention qui fuit souvent jusqu'à la lumière. C'est ce qui rend les ennemis qui se bornent à des Mémoires, bien plus dangereux que ceux qui recourent à la sévérité des Loix. Ceux-ci offrent du moins à la Justice, un coupable à punir, ou son accusateur à réprimer.

JE VIENS de plaider ma Cause ; j'en ai peut-être trop dit ; mais j'ai dû ne rien négliger pour mériter de conserver l'estime publique.

Je veux en finissant en plaider une autre ; c'est la plus belle que j'aurai défendue de ma vie, c'est celle de l'homme de bien, toujours moins sur ses gardes, que l'homme de mauvaise foi.

S'il n'est pas permis à l'honnête homme d'en appeler à ses mœurs, à son caractère, à sa conduite passée, je ne sais plus comment il mettra son état & son honneur à couvert. Quel est celui qui n'a pas eu, quel est celui qui n'aura pas un moment d'inadvertance dans le cours de sa vie ? Si un mot échappé à la vivacité, si une ligne écrite avec précipitation, sont mal interprétés, & peuvent rendre coupable dans l'opinion publique, il faut fuir le commerce des hommes : tous les instans de la vie seroient empoisonnés par les inquiétudes & les alarmes.

Vous-même, M. le Comte, de quelles armes puissantes ne vous priveriez-vous pas, si vous renonciez à cette défense ?

On nous accuse l'un & l'autre : moi d'avoir laissé échapper dans un billet une expression susceptible d'une interprétation défavorable. Voilà mon crime. Celui qu'on vous impute est plus compliqué. Je n'en donnerai l'idée que d'après vous-même. *Que de bassesse, vous êtes - vous écrié **, renferme l'iniquité qu'on me prête !

* Page 1 du Mémoire contre Tort.

Qu'avez-vous dit pour vous défendre ? *De tous ceux qui m'ont connu jusqu'ici , est-il quelqu'un qui m'en croie capable ? Et ceux qui ne me connoissent que par l'état dont je suis honoré , penseront - ils que j'aie pu avilir à ce point le caractère d'Ambassadeur du Roi * ?*

* Page 22

Sur ces seules présomptions , la voix publique s'est élevée en votre faveur ; Cette foule d'amis que vous avez conservés , ces partisans sans nombre qui vous sont si dévoués , malgré la gravité de l'accusation , ne vous en demandent pas davantage. Eh ! cette opinion si flatteuse pour vous , ne l'ai-je pas d'abord partagée moi-même ? Ma première réponse au sieur Tort a été : *Non , M. le Comte de Guines n'est pas coupable.*

Sans vouloir me mettre sur la même ligne , n'ai-je pas droit à la même défense que vous ?

Depuis 30 ans ma conduite est exposée au plus grand jour. Vous avez soutenu les intérêts du Roi ; j'ai défendu ceux de la vertu , de l'innocence & de l'équité. Les Grands , les citoyens de tout état , les malheureux sont venus avec le même empressement réclamer mon zèle. Des succès brillans ont quelquefois couronné mes efforts : mais les acclamations que j'ai reçues en public , ont été le prix le moins flatteur de mes travaux. J'ai montré moins d'ardeur pour acquérir la réputation d'homme célèbre , que pour jouir de celle d'homme de bien. J'en appelle à ces mêmes cliens , à mes amis , à mes connoissances mêmes. Qu'on demande à ces témoins non suspects de toutes les actions de ma vie , si je ne me suis pas toujours montré sensible , supérieur à tout vil intérêt , incapable de basse intrigue , aimant la vertu par-tout où je la trouvois , & peut-être malheureusement trop crédule quelquefois à ses apparences.

Voilà mes mœurs , voilà ma conduite. Que le Public prononce

38
maintenant. Vous même, M. le Comte, daignez prononcer; je ne veux plus d'autre Juge que vous.

Quel est le côté vraisemblable? Ai-je écrit un billet peu réfléchi? Ai-je fait ce qui peut arriver, ce qui arrive à tout le monde, d'un moment à l'autre? Ou ai-je souillé par un forfait, quarante années d'une vie pure & sans tache? Suis-je tout d'un coup, & sans aucun intérêt personnel, devenu un scélérat? Si vous convenez que la vraisemblance est pour moi, je suis reconnu innocent; car je n'aurois plus à me reprocher qu'une inadvertance, & je n'en rougirois pas. J'accepte tout ce qui appartient à l'homme: mais qu'on ne m'impute rien de ce qui appartient aux méchans: je ne le suis pas, je ne l'ai pas été, & j'espère que je ne le serai jamais.

M^e G E R B I E R, Avocat.

P O S T - S C R I P T U M.

LES Réponses que je viens de faire au Mémoire de M. le Comte de Guines, je les avois communiquées à plusieurs de mes Confreres très-estimables & très-estimés. Ils avoient été convaincus de leur solidité, & ils devoient en rendre un témoignage public, par une consultation qui auroit sans doute balancé celle que M. le Comte de Guines est parvenu à obtenir de quelques autres de mes Confreres; laquelle, sans m'inculper directement, semble cependant autoriser les attaques qu'on me livre. Mais depuis quelques jours, le bruit se répand que l'on projette de me dénoncer à mon Ordre. Tous mes Confreres devant alors être mes

Juges, je n'ai voulu en engager aucun en ma faveur par sa signature. J'ai préféré de laisser tous les suffrages libres. Le Public équitable ne désapprouvera pas cette délicatesse; & attentif seulement à la force de mes raisons, il n'en fera pas moins disposé à accueillir ma justification, si, comme je l'espère, elle lui paroît démontrée.

Puisque j'ai parlé de dénonciation, que l'on me permette d'ouvrir mon ame toute entiere. Mes ennemis (devois-je m'attendre à en avoir!) croient-ils m'effrayer, en publiant qu'ils vont me déférer à mon Ordre? Ah! qu'ils se désabusent. Cette dénonciation dont ils me menacent, je la desire, je la sollicite moi-même. Mon unique vœu est d'avoir un Tribunal, où je puisse discuter les accusations de M. de Guines, en démêler toute l'erreur, & obtenir une décision qui fixe enfin les opinions sur mon compte & me remette à ma véritable place. Et quel Tribunal pourrois-je choisir, préférablement à celui de mes Confreres? Dès ma jeunesse j'ai vécu au milieu d'eux; ma vie entiere leur est connue; ils ont pénétré jusqu'au fond de mon ame. Instruits mieux que personne des devoirs de la noble Profession qui nous est commune, leur exactitude à les observer, mettra leur Jugement au-dessus de tout soupçon. Je m'offre à ce Jugement avec joie; je regarderai comme un bonheur de passer par cette épreuve, qui n'est redoutable qu'à ceux qui ont des reproches à se faire: & sûr de faire éclater mon innocence, aux yeux de Juges aussi integres que délicats, je trouverai dans la continuation de leur estime & dans leur suffrage, une bien douce consolation des traverses que j'éprouve.

Du 13 Février 1775.

J'APPRENDS dans l'instant que M. le Comte de Guines s'est

* Il connoît mes
billets & lettres
depuis le 29 Avril
1774.

* C'est le même
décret qui a été dé-
cerné contre M.
le Comte de Gui-
nes.

enfin déterminé, après dix mois d'inaction *, à prendre la voie judiciaire, & à répondre à mon *défi*. Il a rendu plainte, & je suis *décreté* * *d'assigné pour être ouï*. Ce décret, le plus léger de tous, n'est pas le fruit de la faveur dont je jouis dans ce moment. Je le dois sans doute, à la justice des Magistrats, aux yeux desquels l'accusation & les preuves n'ont pas paru assez graves, pour décerner contre moi un décret plus rigoureux.

J'en rends grâces à M. le Comte de Guines. Voilà ce que je souhaitois avec ardeur. Le sort de son accusation, & mon honneur, ne dépendront plus de la tournure d'un Mémoire, ni des dispositions plus ou moins favorables qui influent si souvent sur l'opinion publique. C'est à la lumière d'une discussion juridique, c'est après une instruction tracée par les Loix, que nous serons jugés. Si je suis coupable, je serai puni & je dois l'être. Mais, quand j'aurai éclairci & confondu légalement toutes les imputations qu'on me fait, M. le Comte de Guines lui-même se pardonnera-t-il d'en avoir été l'auteur ?

M^e GERBIER, Avocat.

PIECES JUSTIFICATIVES.

Premiere Déposition Angloise du sieur Morphy, dit Herzuello.

Du Vendredi dix-septieme jour du mois de Septembre, l'an de Notre-Seigneur 1773, à environ les onze heures du matin, Thomas Morphy, Négociant en cette ville de Londres, associé de M. Jean Herzuello, sous la raison de Jean Herzuello & Compagnie, âgé de trente-huit ans, demeurant dans Albchurchlane à Londres, lequel a déclaré connoître M. le Comte de Guines, Ambassadeur de France en Angleterre, sans cependant lui avoir jamais parlé, comme aussi bien connoître & avoir souvent parlé & conféré avec le sieur Tort; *qu'il n'est parent, allié, débiteur ou créancier, serviteur ni domestique d'aucune des Parties, sinon ou excepté que ledit sieur Tort, ou plutôt ledit Seigneur Comte de Guines, lui doivent environ la somme de dix-huit cents livres sterlings*, pour solde de compte des opérations qu'il détaillera dans sa déposition; que ce fut vers l'année 1770 que le déposant fit connoissance avec le sieur Tort, par l'entremise du sieur Roger, autre Secrétaire dudit Ambassadeur, avec lequel le déposant avoit fait connoissance,

Que le but que le déposant s'étoit proposé, en faisant connoissance avec le sieur Tort, étoit entr'autres choses de se joindre ensemble dans les spéculations & opérations des fonds d'Angleterre: pour cet effet, le déposant offrit au sieur Tort de l'intéresser dans un tiers des profits que le déposant feroit dans les opérations projetées, sans que ledit sieur Tort fût sujet à aucune perte, à condition que le sieur Tort donneroit au déposant les premiers avis de tout ce qui se passeroit, soit dans le cabinet de Son Excellence, sur les dépêches qu'elle pourroit recevoir ou envoyer à la Cour, ou sur tous les autres événemens politiques capables d'affecter les fonds publics, & qu'il pourroit apprendre en sa qualité de Secrétaire; que ce déposant fit cette offre audit Tort dans sa premiere visite qu'il lui fit, & qu'ils étoient tête à tête,

Que ce dépo'sant croyoit alors que ledit Tort étoit Secrétaire d'Ambassade, & que le motif de cette croyance venoit du ton d'assurance avec lequel ledit Tort lui promit de disposer des secrets du cabinet de Son Excellence, dont il donna à entendre à ce dépo'sant qu'il avoit toute la confiance, en acceptant les offres susdites, & promettant à ce dépo'sant de lui fournir toutes les intelligences nécessaires pour faire réussir l'aventure.

Qu'en conséquence ce dépo'sant se mit en œuvre, & sur les bonnes intelligences qu'il reçut du sieur Tort lui-même, ou dans la chambre dudit Tort, ou chez lui dépo'sant, tant dudit sieur Tort que dudit sieur Roger, qui disoit toujours venir de la part du sieur Tort, il réussit dans les premières opérations, & fit un profit dont il donna le tiers audit sieur Tort; &, en s'expliquant, ce dépo'sant dit que les intelligences que le sieur Roger lui apportoit de la part dudit sieur Tort n'étoient autre chose que de dire à ce dépo'sant de vendre ou d'acheter; le sieur Tort disant seulement de bouche à ce dépo'sant, sans l'entremise de personne, les raisons pour lesquelles il lui envoyoit dire de vendre ou d'acheter; que ce dépo'sant FUT INDUIT A CROIRE QUE SON EXCELLENCE AVOIT CONNOISSANCE DE TOUT CE QUI SE PASSOIT ENTRE LUI ET LE S^r TORT, par la raison qu'il est souvent arrivé à ce dépo'sant, dans le tems qu'il étoit dans la chambre du sieur Tort à l'hôtel de l'Ambassadeur, qu'il voyoit souvent un laquais venir dire au sieur Tort, que M. l'Ambassadeur vouloit lui parler; sur quoi ledit Tort descendoit promptement, puis revenoit dans sa chambre trouver le dépo'sant, auquel il disoit avoir appris telle ou telle chose de M. l'Ambassadeur; que, sur ce bon succès, le sieur Tort fit entendre à ce dépo'sant qu'il étoit nécessaire de s'assurer encore plus des bonnes intelligences de M. l'Ambassadeur, en lui faisant quelques présents, sur quoi ce dépo'sant donna cinq cents livres sterling à M. Tort pour les faire accepter à son Excellence; ce que ledit Tort a dit depuis à ce dépo'sant avoir fait.

Qu'en outre ledit Tort proposa au dépo'sant de se joindre de moitié avec M. l'Ambassadeur, dans les profits & pertes des spéculations futures; que ce dépo'sant y eut d'abord de la répugnance, & disoit qu'il conve-

noir que M. l'Ambassadeur donnât caution : mais le sieur Tort lui fit entendre que cela étoit impraticable , & persuada enfin à ce déposant de faire des opérations de compte à-demi en profits & pertes avec M. l'Ambassadeur ; qu'ils spécifieroient entr'eux ces opérations sous le nom d'opérations en compte à-demi avec tel Monsieur , ce qui seroit entendu & étoit convenu entre le Déposant & ledit Tort être & devoir être les opérations sur le compte-à-demi de M. l'Ambassadeur , que ledit Tort disoit toujours à ce déposant qu'il ne falloit pas nommer. Qu'en conséquence de ces conventions faites par ce déposant avec le sieur Tort , au vu & su dudit sieur Roger , ce déposant spécula & opéra suivant les intelligences & instructions qu'il reçut du sieur Tort , qui les envoyoit & disoit qu'elles venoient de la part de son Excellence ; *que ces opérations furent malheureuses , & occasionnerent à la fin une perte dont la moitié se monte à environ 1300 liv. QUE SON EXCELLENCE , OU M. TORT SON AGENT DEVOIT SUPPORTER ; que ledit Sr Tort voulut encore engager le déposant à poursuivre d'autres opérations sur les fonds de compte-à-demi avec M. l'Ambassadeur , au nom duquel ledit sieur Tort disoit toujours qu'il agissoit : mais ce déposant le refusa absolument , & , lorsqu'il fut question de payer la perte , ce déposant ayant appris que M. Tort s'étoit enfui , il a payé toute ladite perte de ses deniers , & n'a jamais , jusqu'à présent , jugé à propos d'en faire la demande à M. l'Ambassadeur.*

Seconde Déposition du sieur Morphy.

Du Vendredi 8 Octobre 1773 , pardevant moi Jean-Paul Dubourg , Notaire & Tabellion royal & public à Londres , duement admis & juré ; &c. est comparu M. Thomas Morphy , associé de M. Jean Herzuello , lequel , par addition à sa déposition ci-devant écrite , dépose que , pendant le tems des transactions mentionnées dans sa déposition , & depuis , & même à-présent , ledit sieur Herzuello étoit & est en Espagne , autant que ce déposant le peut croire ; & ce déposant ajoute , qu'il imagine que le sieur Tort , dans sa plainte , l'a nommé Herzuello , parce que la raison de sa maison est Jean Herzuello & Compagnie.

Troisième Déposition du sieur Morphy.

Du Vendredi onzième jour du mois de Février, l'an mil sept cent soixante-quatorze, pardevant moi Jean-Paul Dubourg, Notaire & Tabellion royal & public à Londres, dûment admis & Juré, &c. Est comparu M. Thomas Morphy, associé de M. Jean Herzuello, sous la raison de Jean Herzuello & Compagnie, &c. dépose que M. Roger, Sous-Secrétaire de M. le Comte de Guines, l'introduisit à M. Tort sous le nom de Herzuello, parce qu'il est l'associé agissant de la Maison de Herzuello & Compagnie, commerçante en cette ville de Londres, son associé M. Herzuello demeurant en Espagne, & n'ayant point été en Angleterre depuis treize ans; qu'il offrit d'opérer dans les fonds conjointement avec Tort; c'est-à-dire, Tort devoit avoir un tiers des profits & n'être assujetti à aucune perte, Tort devoit donner toutes les intelligences en son pouvoir; qu'en conséquence *il se fit une opération qui produisit beaucoup*, la part de Tort revenant à plus de 2100 livres; que Tort le pria ensuite d'opérer dans les fonds conjointement avec le Comte de Guines, qui devoit avoir la moitié des profits & payer la moitié de la perte s'il y en avoit, & qu'il se fit une opération où il y eut de la perte, que partie des profits de la première opération fut employée à payer ladite perte.

Que le déposant, voyant que le Comte de Guines manœuvroit mal les choses, refusa absolument d'avoir aucune autre affaire avec lui, mais offrit à Tort de lui donner comme auparavant, c'est-à-dire, un tiers des profits, sans être tenu à aucune perte, ce que Tort refusa, mais sollicita itérativement le déposant, en présence de Vachon & Roger, d'agir de compte à demi avec M. le Comte de Guines; & le déposant dit de plus, que si ces circonstances ne sont pas mentionnées dans sa première déclaration, c'est que M. Gomel, autant qu'il peut s'en souvenir, lui dit qu'elles ne signifioient pas grand chose.

Nous allons rapporter ici les *NOTICES* que le sieur Tort avoit dressées relativement au sieur Herzuello. On pourra les comparer avec ses dépositions, & voir combien ce témoin a

trompé l'attente du sieur Tort. Si l'on pouvoit en faire autant pour chaque témoin, ce seroit assurément la preuve la plus convainquante que ces notices n'ont pas été faites pour les témoins.

Voici d'abord le titre du cahier qui contient ces notices.

« Comme il est vraisemblable que mon affaire contre M. de Guines » sera examinée de fort près, & que les Juges en chercheront la vérité » dans les plus petites circonstances, j'ai cru devoir mettre sous les yeux » de mon Conseil, un détail de tous les faits qui sont susceptibles d'être » attestés par des personnes d'autant moins recusables, que pour la plu- » part elles ont été ou sont encore attachées à la Maison de M. de Guines ».

NOTICE de la déposition du sieur Herzuello.

M. Herzuello déposera que le Lundi 21 Janvier 1771, vers les midi, il vint me dire que les fonds avoient considérablement monté depuis les achats qu'il avoit faits par mon conseil, qu'il gagnoit environ deux cents quarante mille livres dont j'avois le tiers, ainsi que nous en étions convenus, & que si je voulois l'en croire, nous nous mettrions à l'abri des événemens en réalisant ce bénéfice. Que je répondis à M. Herzuello, que bien loin de ne pas être de son avis, je le priois en grâce de ne pas perdre un moment, & de l'effectuer le même jour s'il étoit possible; que M. Herzuello me quitta pour y aller travailler, & qu'il revint me trouver fort peu de tems après, pour m'annoncer que tout étoit terminé, & que nous n'avions plus qu'à attendre le moment du rescontre fixé à la fin du mois de Février suivant, pour recevoir nos fonds, &c.

Que je fus le joindre chez lui en sortant de chez M. Bourdieu; qu'en entrant chez lui, je lui demandai si M. Roger lui avoit parlé de quelque chose; que sur ce que ce Négociant lui répondit qu'oui, je lui dis que pour cette fois il n'étoit question d'aucun arrangement entre nous; que je renonçois volontairement aux avantages qu'il m'avoit faits ci-devant, en me donnant un tiers de bénéfice dans ses opérations, sans participer aux pertes; que je n'étois auprès de lui que l'agent d'une personne très-solvable qui entendoit partager les profits & les pertes, &

que je le priois enfin de me dire si cet arrangement pourroit lui convenir. M. Herzuello me dit, en présence de M. Roger, que sur ce qu'il croyoit que la personne dont je lui faisois le nom, étoit M. de Guines, il ne faisoit point de difficulté d'accepter mes propositions; que son Excellence avoit sans doute des raisons pour espérer des succès, & qu'il feroit vendre des fonds le lendemain, aussi-tôt que la bourse seroit ouverte. J'avouai à M. Herzuello qu'il ne s'étoit pas trompé en croyant que j'agissois pour M. de Guines; je lui recommandai ses intérêts d'une manière très-pressante, & je me retirai ensuite avec M. Roger.

Que le lendemain, ce Négociant vint me trouver vers les onze heures du matin, dans la chambre de M. Vachon, & qu'en présence de ce dernier & de M. Roger, il me dit qu'il n'avoit osé faire vendre qu'une partie de soixante-dix mille livres sterling, dont il me donna la note; qu'il avoit fait cesser l'opération, parce qu'il avoit remarqué que les fonds avoient moins de propension à la hausse qu'à la baisse, & qu'enfin il avoit cru devoir venir me dire qu'il étoit d'avis de faire couvrir l'opération, à moins que M. de Guines n'y trouvât des inconvéniens.

Que sur son propos, je descendis dans le cabinet de son Excellence, pour l'informer de ce qui se passoit, & qu'après avoir employé le tems nécessaire pour exposer le fait & prendre des ordres, je revins trouver MM. Roger, Vachon & Herzuello, auxquels je dis formellement que M. de Guines ne voyoit rien qui dût faire monter les fonds; que les variations qu'ils éprouvoient étoient sans doute un effet du caprice des agioteurs, & que par conséquent il étoit déterminé à s'en tenir à la vente qui avoit été faite, & d'en courir l'événement; sur quoi M. Herzuello se retira. Ces représentations de la part de M. Herzuello, ce trait d'allées & venues de ce Négociant à moi, & de moi à M. de Guines, ont duré trois ou quatre jours, après lequel tems M. de Guines se détermina enfin à faire couvrir l'opération 18^e avec une perte pour sa part d'environ 1300 livres sterling. M. de Monval a su, par M. de Guines & par moi-même, tout ce qui s'est passé relativement à cet objet.

Certificat sur l'usage des Attestations à Londres.

JE Tobie Alkinson, Notaire, & Tabellion royal & public à Londres, par Autorité royale dûment admis & Juré, certifie à qui il appartiendra, par ces Présentes, qu'en Angleterre les Cours civiles & les Cours criminelles, sont des cours distinctes, & indépendantes l'une de l'autre; que les Cours criminelles ne prennent connoissance que des meurtres, des félonies & d'autres crimes semblables; que le serment qu'on fait administrer à chaque témoin, ou personne prête à rendre témoignage aux procès-criminels, est de la maniere qui suit, savoir, &c.

Plus, jedit Notaire, certifie qu'après que les témoins ont fait ledit serment, *les Conseillers de l'une & l'autre Parties* (ce sont les Avocats), tant dans les Cours civiles, que dans les Cours criminelles, sont toujours en droit de faire à tels témoins, telles questions, dans la Cour, qu'ils jugent pouvoir éclaircir la Cause, ou procurer quelque avantage à l'une ou à l'autre des Parties; auxquelles questions chaque témoin doit répondre à l'instant, conformément au serment qu'il a fait. Et je certifie en outre, que dans la Haute-Cour de la Chancellerie de ce Royaume, les Parties intéressées sont examinées par serment, & obligées de répondre à tels interrogatoires qui leur sont faits par un des Maîtres de la Cour ou quelque autre Officier d'icelle, dans le dessein de découvrir la vérité de quelque fait relatif au Procès, qui sont devant ladite Cour. De tout quoi acte étant requis, j'ai octroyé le présent sous mon sceau notorial. A Londres, le 30 Décembre 1774, *fi in testimonium veritatis*. Alkinson, Notaire public, avec l'empreinte de son sceau.

M^e GERBIER, Avocat.

Le Tribunal de la Cour, Notaire, & Tabellion royal de public & L'ordonne
 que lesdits royaux Notaires & L'ordonne, certains qui il y a
 desdits royaux Notaires, qu'en l'Angleterre les Cours civiles & les Cours
 criminelles, sont des cours distinctes, & indépendantes l'une de l'autre;
 Lesdits Cours criminelles ne prennent connaissance que des meurtres,
 & de quelques autres crimes semblables; que le serment qu'on fait ad-
 ministrer, chaque témoin, ou personne citée à rendre témoignage aux
 juges, est de la nature civile, favor, &c.
 Or, dit Notaire, certain qu'après que les témoins ont fait leur ser-
 ment, les Conseillers de l'une & l'autre Partie (ce sont les Avocats), sans
 que les Cours civiles, que dans les Cours criminelles, sont toujours en
 présence à ces causes, telles questions, dans la Cour, qu'ils jugent
 pour le civil, ou pour le criminel, ou pour l'un & l'autre, ou pour l'un ou l'autre,
 de l'autre; auxquelles questions chaque témoin doit répondre à l'instance,
 conformément au serment qu'il a fait. Et se certifie en outre, que dans la
 Haute Cour de la Chancellerie de ce Royaume, les Parties intéressées
 sont examinées par serment, & obligées de répondre à tels interrogatoi-
 res qui leur sont faits par un des Maîtres de la Cour ou quelque autre Offi-
 cier d'elle, dans le dessein de découvrir la vérité de quelque fait relatif
 auxdites Parties, qui sont devant ladite Cour. De tout quoi acte étant requis,
 je, Notaire, le présente sous mon sceau notarial. A l'ordonne, le 30 Décembre
 1774. En témoignage de vérité. Alphonse, Notaire public, avec
 son sceau de son sceau.

M^e GERBIER, Avocat.